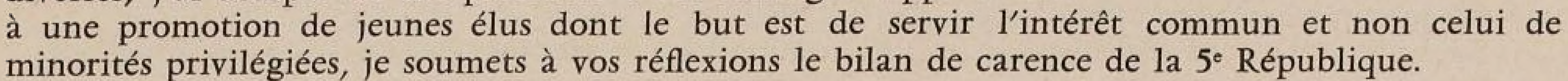
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1967

Circonscription de SAINT-DIÉ

Electrices, Electeurs,

Le 5 Mars prochain une bataille politique s'engage qui décidera pour longtemps de l'avenir du pays. Sollicité par de nombreux amis venus de familles politiques et professionnelles diverses, j'ai accepté de me présenter à vos suffrages. Appartenant à une promotion de jeunes élus dont le but est de servir l'intérêt commun et non celui de minorités privilégiées, je soumets à vos réflexions le bilan de carence de la 5e République.



— Des salaires misérables et des menaces à l'égard des libertés syndicales ;
— Un pouvoir d'achat amenuisé, ce qui nuit à la prospérité du commerce local ;
— Des logements trop chers et souvent inoccupés (voir Paris) alors que subsistent les baraquements de 1945 ;
— Des hôpitaux pour lesquels les grands maîtres de la Médecine ont jeté un véritable cri d'alarme ;
— Un chômage qui menace et dont l'U. N. R. assure (5e plan) qu'il touchera 600.000 de nos compatriotes (et parmi eux surtout des jeunes) ;
— Une fiscalité de plus en plus écrasante et injuste supportée surtout par les classes les moins favorisées ;
— Une politique agricole qui nous mène tout droit à la disparition de toutes les petites exploitations et une situation qui frise la catastrophe pour tous les propriétaires forestiers ;
— Une école où une réforme anarchique désoriente parents d'élèves et enseignants et menace l'avenir de notre jeunesse ;
— Une défense nationale qui représente un gouffre monétaire pour le budget (1967 : 2.355 milliards d'anciens francs avoués — 47.100 par habitant) ;
— Une politique de dépense prestigieuse et incontrôlée dans le 1/3 monde au détriment de nos régions sous développées ;
— Un réseau routier de moins en moins adapté au trafic moderne, malgré les impôts payés par les automobilistes et les péages rétablis (Etablissement d'un octroi à l'entrée dans les Vosges au cas où se réaliserait l'hypothétique tunnel routier.
— Un mépris total du citoyen
  - Refus de satisfaire les revendications légitimes de toutes les victimes de la guerre ;
  - Retour aux chasses seigneuriales ;
  - Dédain vis-à-vis des représentants du suffrage universel ou des organismes consultatifs.

Face à cette situation, il nous faut ensemble reconstruire une véritable démocratie différente :
a) de la IVe République qui est morte des crises coloniales, mais aussi des ses mauvaises structures,
b) du « système » actuel qui ne repose que sur la propagande, le développement d'un parti-robot : l'U. N. R. et l'autoritarisme d'un homme très âgé.

Nous pourrions aussi nous cacher derrière un grand nom. Mais nous préférons faire appel à votre intelligence et à votre discernement en vous proposant un programme dont voici l'essentiel :

La stabilité - avec la démocratie

Un gouvernement de législature, appuyé sur une Assemblée disposant de pouvoirs réels.
Un statut de l'O.R.T.F. rétablissant son indépendance et préservant la liberté de l'information.

La démocratie économique et la démocratie régionale

Le renforcement des communes, la création d'assemblées et d'organismes économiques régionaux, le développement des sections syndicales et des comités d'entreprise, une fiscalité réformée, mieux répartie, soulageant les revenus modestes, (un minimum imposable porté à 400.000 A. F.), et fournissant aux communes des ressources accrues.

Une politique audacieuse du logement

Le « droit au logement ». 550.000 logements par an dont 300.000 H. L. M., le loyer proportionnel aux ressources, la rationalisation de la construction par un Service National de l'Habitat.

La démocratisation du revenu national

Le retour progressif aux quarante heures, la retraite à soixante ans, la majoration du SMIG, le rattrapage des bas salaires, le minimum de retraite porté à 25.000 A. F.

L'expansion et le plein emploi

L'arrêt de la politique actuelle d'étouffement financier et création volontaire de chômage ; la mobilisation de toutes les ressources par une Banque Nationale d'Investissement ; la nationalisation des monopoles de fait ; la création d'entreprises avec l'aide de l'Etat ; le recyclage des travailleurs avec maintien de leurs salaires sous le contrôle des syndicats.

Une agriculture moderne et prospère

La fixation du prix de la terre à sa valeur de production ; la commercialisation coopérative des produits agricoles ; les mêmes avantages sociaux dans l'agriculture que dans les villes (fusion des assurances sociales agricoles).

La démocratisation de l'enseignement par la nationalisation

Réduction des effectifs des classes ; allégement des programmes universitaires ; l'université ouverte à tous grâce à l'allocation d'études ; la mise en chantier de toutes les écoles et facultés nécessaires ; le maintien de l'école au village.

Une politique sociale et sanitaire moderne

Augmentation des allocations familiales.

L'égalité totale des femmes et la fin de toutes les discriminations (statut civique, familial, professionnel) ; la liberté de la conception (abrogation de la loi de 1920) ; une politique de la jeunesse appuyée sur les organisations de jeunes, qui prendront part à son élaboration ; une politique de l'éducation physique mettant des terrains de sport et des moniteurs à la disposition de tous les jeunes ; le triplement de l'effort hospitalier du IVe plan.

Respect des droits légitimes de tous les combattants et victimes de la guerre sans exception.

Une politique de coopération internationale

L'abandon de la ruineuse et inefficace force de frappe ; le désengagement économique vis-à-vis du capitalisme américain ; l'appui de l'O N U et de tous les efforts de désarmement (signature immédiate des accords de Moscou sur l'arrêt des expériences nucléaires) ; la solidarité avec les peuples en lutte pour leur émancipation, un effort de construction d'une Europe élargie, démocratique et indépendante des Etats-Unis.

Pour la survie de nos vallées vosgiennes

Suppression des zones de salaires.

Révision du Ve Plan qui, en concentrant l'action sur la région parisienne et les métropoles régionales, dévitalise les Provinces.

Révision de la loi sur l'élevage de Mai 1966 qui ne prévoit des subventions que pour les éleveurs de plus de quinze vaches laitières.

Une politique de développement régional prévoyant la création d'infrastructure routière sans péage.

Aide à la décentralisation de tous les services créateurs d'avenir nécessaires au bon fonctionnement des industries (banques, génie civil, entreprises de réparations, d'entretien, commerces spécialisés, conseils de gestion, conseils fiscaux).

Bonne symbiose entre l'Université et l'Industrie.

Toutes ces conditions sont nécessaires pour que la région de Saint-Dié assume sa vocation européenne.

Telles sont les têtes de chapitre d'un plan minutieusement élaboré, réalisable en peu d'années si vous me faites confiance.

Les DEODATIENS savent bien que ma vie publique ne se limite pas à la période pré-electorale : *représentant d'une Ville ou d'une circonscription, je suis et je resterai à votre pleine et entière disposition.*

Remplaçant éventuel :



Marcel HESTIN

Cheminot retraité

Adjoint au Maire de Saint-Dié

Pierre NOËL

PROFESSEUR 38 ans

MAIRE DE SAINT-DIÉ

Candidats de la GAUCHE NOUVELLE

Imp. FREISZ Saint-Dié